

Charles Michel

# «On n'a jamais autant réformé depuis 25 ans!»

## INTERVIEW MARTIN BUXANT

**C**a s'en va et ça revient, chantait Claude François. Ça s'en va et ça revient. 2014, il pleuvait des coups durs autour de cet homme-là – une opposition déchaînée, des syndicats sur le sentier de la guerre – rassurez-vous la FGTB l'est encore, une opinion publique francophone hostile. Trois ans plus tard, septembre 2017, le «kamikaze» n'a pas crashé l'avion belge et le ciel s'est considérablement éclairci au-dessus de la tête du Premier ministre Charles Michel. L'opposition socialiste est exsangue, les incessantes querelles flamando-flamandes qui déchiraient sa coalition ont cessé et – last but not least – sa formation politique se retrouve aux commandes de la Région wallonne par la grâce d'une opportuniste volte-face des centristes du cdH.

Les coups durs ont donc cessé de pleuvoir et ce sont des compliments («*mirakelpremier*», s'extasie la presse flamande) qui se sont mis à tomber en même temps que les accords politiques. «*La critique féroce que j'ai eue à subir au début de mon mandat ne m'a pas beaucoup affecté*», souffle Charles Michel alors qu'il repose une petite tasse de café, assis dans son bureau, au 1<sup>er</sup> étage du 16 rue de la Loi. «*Je ne suis pas ce genre de personne qui marche à l'émotion. Si j'avais dû laisser mon action se faire influencer par tel ou tel éditorial, par telle ou telle première page, même si c'est dans L'Echo ou De Tijd, alors je n'aurais pas bougé pendant les six premiers mois de mon mandat. Franchement, la critique me sert plutôt de moteur pour avancer.*»

Il souffle.

Frotte la manche de son costume gris anthracite.

«*J'ai toujours été persuadé qu'en prenant le taureau par les cornes, en réformant vite et bien, nous pourrions amener la preuve tant à la so-*

*ciété civile qu'aux acteurs économiques et sociaux que ces réformes étaient fondamentales. On a travaillé jour et nuit. Lors des mois de juin et de juillet, quasiment 100% de mon temps a été utilisé pour préparer l'accord socio-économique que nous avons atteint cet été. L'ADN de cette coalition, c'est une volonté très forte de réformer le pays dans l'intérêt des citoyens et de la cohésion sociale.*» Voilà le mantra, celui qu'il répète à longueur d'interview.

Oubliez Monsieur Michel, voici donc «Monsieur Réforme».

«*Après la réforme fiscale et le tax shift ici, la réforme du marché du travail et la loi sur la compétitivité, la réforme de l'impôt de sociétés et l'accord estival et ses 50 mesures, on a atteint une borne dans notre action mais ce n'est pas fini, pour autant. Chaque jour jusqu'au terme de mon mandat sera un jour utile pour réforme et faire évoluer les choses.*»

Avoir pu dompter l'animosité entre les partenaires flamands, les querelles entre N-VA et CD&V, c'est l'un des trophées politiques de Michel – un moment charnière quand Zuhair Demir s'en est pris, lors des vacances de Pâques, au CD&V de Wouter Beke.

Alors, Michel s'est fâché. Fort. «*Tout le monde a compris que je n'étais pas un showman, je préfère travailler en coulisses pour décrocher des résultats. Mais avant l'été, j'ai compris que la seule manière d'avancer, c'était que je m'implique davantage pour la sérénité de la coalition. J'ai donc dû m'asseoir avec les présidents de parti et voir avec eux quelle était la volonté politique d'avancer ensemble et de décrocher des résultats. Je pense que c'était un moment très utile pour ensuite pouvoir engranger.*»

Il était «le kamikaze», aujourd'hui, il exhibe ses «130.000 emplois créés». «*Je me sens consolidé, fortifié.*»

Mais les réformes de juillet signifient-elles finalement la fin du parcours pour ce gouvernement? «*Non. Mais je ne mets pas la charrue avant les bœufs: on va d'abord concrétiser tout ce qui a été décidé et, parallèlement à cela, on va mener un travail intense dans le sec-*

*teur de l'énergie, avec les entités fédérées, on doit boucler un pacte ambitieux qui va nous permettre de respecter l'Accord de Paris, c'est vraiment un prochain grand chantier, on va accélérer le rythme.*» La FEB, pourtant, a répété cette semaine qu'il fallait maintenir de l'énergie nucléaire après 2025 sous peine de courir à la catastrophe. «*On a un accord de gouvernement ambitieux et clair à ce sujet: on arrête l'énergie nucléaire en 2025. Et pour atteindre notre objectif c'est justement de mettre en place un pacte énergétique, avec les régions, pas question de remettre cela en cause.*» L'autre grand chantier, à côté de l'énergie, c'est le pacte d'investissement: «*On a déjà mobilisé 700 millions d'euros et là aussi, on va devoir faire des choix. Je dirais que ce sont les deux grands chantiers qui attendent ce gouvernement.*» Quand on lui souffle que deux grands chantiers, cela paraît modéré pour un exécutif qui donne l'impression depuis trois ans de foncer à grande vitesse, Michel marque le coup. «*Je le dis de manière mesurée et je vous le demande: quel gouvernement depuis 25 ans a porté davantage de réformes que nous dans la même législature? On a baissé les cotisations patronales de 33 à 25%, réformé l'IPP et l'Isoc, le système de pension et le marché du travail. Qui? Allez, franchisez-moi? Personne n'a réalisé autant en cinq ans. Je n'ai pas l'intention d'inventer un nouveau paquet de réformes chaque semaine! Personne n'a autant transformé l'économie en si peu de temps.*»

Côté flamand, on le compare à Jean-Luc Dehaene. «*J'ai un respect immense pour Jean-Luc Dehaene et les circonstances dans lesquelles il a dû travailler. Aujourd'hui, c'est autre chose, je ne joue pas à la concurrence et à la comparaison avec mes prédécesseurs mais je suis terriblement fier de ce que nous faisons depuis trois ans. Jean-Luc Dehaene est resté Premier ministre durant deux législatures, alors je ne rougis vraiment pas de la comparaison avec Jean-Luc Dehaene, que du contraire. Je pense que cette législature restera dans l'Histoire comme une grande législature en termes de réalisations socio-économiques.*»

Il s'emballe. «Regardez ce qui se passe non seulement à l'échelon européen mais aussi belge: on a de plus en plus le choix entre un modèle néo-communiste du type Podemos, Syriza, Geert Wilders aux Pays-Bas ou le PTB, ou bien un modèle axé sur la réforme et la création de bien-être. C'est cela le vrai choix qui se pose aujourd'hui à nous tous. Ne pas réformer, c'est la garantie rapide de régresser et de vivre moins bien à l'avenir. Moi, j'ai 41 ans, je veux que mes enfants vivent aussi bien sinon mieux que moi. Je veux qu'en 2019, les réformes que nous avons portées nous permettent de dire: on a donné cette chance à nos enfants. C'est cela ma préoccupation.»

### «À plat ventre derrière le PTB»

2019, c'est déjà demain. «Je ne me projette pas. Il y aura une campagne électorale, d'ici là, je travaille. On verra après les élections ce qui se passera mais je ne vais pas me lancer aujourd'hui dans des supputations politiques pour la suite. Il est trop tôt pour évoquer ou penser à un Michel II.»

On lui dit que les astres s'alignent et qu'il est bien servi par l'écroulement de la gauche. Il contre: «Je ne bâtis pas mon projet sur les difficultés d'un adversaire politique, on est tourné vers l'avenir, je ne me préoccupe pas des difficultés de l'opposition. Par contre, je suis persuadé de cette dualisation entre cette nouvelle forme de communisme extrêmement rétrograde – de Jean-Luc Mélenchon à Raoul Hedebouw. Et je

constate qu'il y a une contagion du PTB sur le Parti socialiste et une opposition socialiste au Parlement fédéral qui court à plat ventre derrière le PTB encore et toujours. On va vers un jeu clarifié. Veut-on demain un projet communiste calqué sur celui d'avant la chute du Mur de Berlin, c'est-à-dire que l'État décide tout à votre place? Cette idée qu'on tire tout le monde vers le bas... Quand je vois les propositions du PTB, c'est destructeur de bien-être et des libertés. La

résurgence d'un mirage communiste, je combats ce modèle-là. Quand certains veulent faire croire qu'on va faire la semaine de quatre jours de travail sans perte de salaire et que personne ne devra payer l'addition, on ment aux citoyens. C'est soit le contribuable qui payera ou bien les entreprises, mais alors, soyez en sûr, elles licencieront vite et massivement. Donc, c'est une illusion que cette gauche veut vendre. Un recul économique et social. Le communisme a échoué partout, absolument partout, cela appauvrit toujours les gens et en plus il y a des dérives autoritaires à la clé. Donc, ce projet-là, je le combattrai. Mais quand je vois que des socio-démocrates, des responsables qui ont un parcours socio-démocrate, sont par effet de mode tentés par les sirènes néo-communistes, je suis inquiet.»

Mais, tout de même, le cdH qui se détache du PS pour se coller dans le sillage du MR, cela doit vous amener quel motif de satisfaction? «Je ne vais pas être hypocrite. Quand le MR prend des responsabilités en Wallonie, c'est un signal d'espoir pour l'avenir parce que ça va amplifier tout ce que nous mettons en œuvre au fédéral, mais je ne vais pas me positionner là-dessus. Ce qui comptera, c'est le résultat des élections en 2019. Moi, je ne suis pas en campagne électorale.»

Il revient sur ses acquis. «On sait que les charges pesant sur le travail sont excessives, donc on les diminue. Mais c'est vrai, de manière très modérée, on a été chercher ailleurs, avec ces 0,15% sur les compte titres à plus de 500.000 euros. La rentabilité a été fixée aux alentours de 200 millions d'euros mais ce sont des estimations et c'est difficile à faire puisqu'on n'a pas de cadastre et on n'a pas l'intention d'en établir un.»

Et pourquoi pas, justement, un cadastre des fortunes? «C'est un débat qui doit se situer dans un cadre européen et international, des avancées sont engrangées en termes d'échange d'informations financières. Mais quand un pays européen fait cela tout seul, il provoque automatiquement une fuite des capitaux et fragilise son économie.» Son ami Xavier Bettel, le Premier ministre luxembourgeois, est contre. «C'est vrai que sur l'harmonisation fiscale, on a des points de divergence avec le Luxembourg. Mais ils ont conscience qu'on doit avancer car on subit à la fois la concurrence des pays asiatiques et

des Etats-Unis mais on se fait aussi concurrence à nous-même entre pays européens, on doit donc harmoniser les bases fiscales afin de pouvoir voir exactement qui fait quoi. Ensuite, on devra voir si on peut avancer vers des corridors, des fourchettes sur les taux, pour les rapprocher au maximum. Tôt ou tard, ce débat on va devoir l'avoir.»

Et puis, deux points épineux, pour terminer. Le budget et la mobilité.

«Le budget? Chaque fois que je rencontre des citoyens, on m'interpelle sur tout – de la fiscalité à la sécurité en passant par l'alimentation, mais jamais, je dis bien jamais, un citoyen ne m'interpelle pour me parler du budget.» Bon. «Ceci étant dit, c'est important, on a réduit le déficit structurel jusqu'à 0,9% et une dette à 104% du PIB, on doit continuer nos efforts. Mais je vais vous le dire: un équilibre budgétaire, je peux vous faire ça hyper facilement, je mets quelques taxes et j'économise plus drastiquement dans des allocations.»

Mais en deux lois, j'aurai cassé l'économie du pays, ce n'est pas mon option. Ce serait absurde de procéder comme ça. Donc, on avance prudemment dans notre assainissement budgétaire. En 3 ans, on a déjà assaini pour 17 milliards d'euros. C'est énorme. Mais créer de l'emploi, c'est le meilleur des assainissements budgétaires.»

On passe à la mobilité. On lui dit qu'à Bruxelles notamment, c'est un véritable cauchemar. «Je comprends la colère, l'irritation sur la mauvaise mobilité à Bruxelles. Cela dit, toutes les grandes capitales européennes sont confrontées à ce problème, même le Luxembourg, j'admets que ce n'est pas une excuse pour ne rien faire. Le pacte pour les investissements doit permettre de booster la dynamique de la mobilité et ça va dépasser le cadre de cette législature, on a libéré des moyens pour le RER mais on doit encore faire davantage. On doit accélérer la cadence. Le moment venu, je veux jouer le rôle d'impulsion dans un dossier tel que celui-là. J'espère qu'on va bien davantage connecter les initiatives prises aux différents niveaux de pouvoir pour fluidifier le trafic. La mobilité devient un élément de compétitivité pour le pays et un problème grave de mobilité peut devenir un problème aussi grave que le coût salarial pour les investisseurs.»

«Je suis inquiet de la résurgence de ce modèle néo-communiste. Je combattrai ces idées-là.»

### LES PHRASES CLÉS

«Personne n'a autant réformé

que nous en cinq ans.»

«Je ne souffre pas de la comparaison avec Jean-

Luc Dehaene, je n'ai pas à rougir.»

«Je ne suis pas en campagne

électorale, je veux travailler aux réformes jusqu'au terme de ce mandat.»